

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

**Le Préfet de la Loire**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Christine MANIQUET  
E-mail : christine.maniquet@loire.pref.gouv.fr  
Tél : 04.77.48.48.93  
Fax : 04.77.48.47.52.  
☐ : RS

**VU** le Code de l'Environnement et notamment :

- titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- titre 1<sup>er</sup> du livre II relatif à la loi sur l'eau,

**VU** le Code minier,

**VU** la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières, codifiée pour partie,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** la nomenclature des installations classées,

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

**VU** l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 août 2003 autorisant la S.A. THOMAS à exploiter (renouvellement + extension) pour une durée de dix ans, une carrière de sable et graviers d'alluvions sur le territoire de la commune de ST LAURENT LA CONCHE, lieu-dit "Bel Air", sur les parcelles cadastrées, section A, numéros : 90 (pp), 295 et 297 pour une superficie totale de 6 ha, 14 a, 06 ca, et 90 pp, 602, 294, 296, 82, 83, 84; 86, 87, 88 pour 9 ha, 62 a et 28 ca,

**VU** la demande en date du 28 août 2003 par laquelle M. Laurent THOMAS, Directeur Général de la S.A. THOMAS, sollicite une modification du phasage de l'exploitation autorisée ci-avant, suite aux opérations de fouilles archéologiques en cours de réalisation et aux sondages effectués sur l'emprise de la carrière,

**VU** les lettres des 3 juin 2003 et 22 juillet 2003 du Service Régional de l'Archéologie, confirmant des prescriptions de fouilles sur la zone d'extension mais autorisant par anticipation la libération et exploitation de la parcelle 82,

**VU** la lettre de M. le Maire de ST LAURENT LA CONCHE du 8 septembre 2003,

**VU** le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées du 23 septembre 2003,

.../...

**CONSIDERANT** que rien ne s'oppose à la modification du phasage arrêté le 6 juin 2003, compte tenu des avis émis sur la demande,

**SUR proposition** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

L'article 7.5, conduite de l'exploitation du TITRE III - Exploitation de l'arrêté préfectoral du 6 août 2003 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

L'exploitation sera conduite suivant la méthode définie dans la demande, et selon le nouveau phasage précisé ci-après :

Exploitation selon un front unique progressant, pendant la phase 1, de l'Est vers l'Ouest à partir de la parcelle A 82 vers la parcelle A 88, dans la phase 2 du Sud au Nord dans les parcelles A 90 puis A 602 ;

Dans une phase préliminaire, pourront être extraits les matériaux situés dans l'emprise de l'étang situé au Nord de la parcelle A 602, sans que les travaux affectent les rives de celui-ci (maintien des plantations et digues et rétablissement de la digue côté RD 115).

Le plan de phasage et les plans relatifs aux phases quinquennales 1 et 2 des garanties financières annexés à l'arrêté préfectoral du 6 août 2003 sont remplacés par les plans annexés au présent arrêté.


### **ARTICLE 2** :

Le document relatif aux montants des garanties financières annexé à l'arrêté préfectoral du 6 août 2003 demeure inchangé.

### **ARTICLE 3** :

M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de ST LAURENT LA CONCHE, M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Etienne, le 24 août 2003

  
Le Secrétaire Général  
Préfecture de la Loire

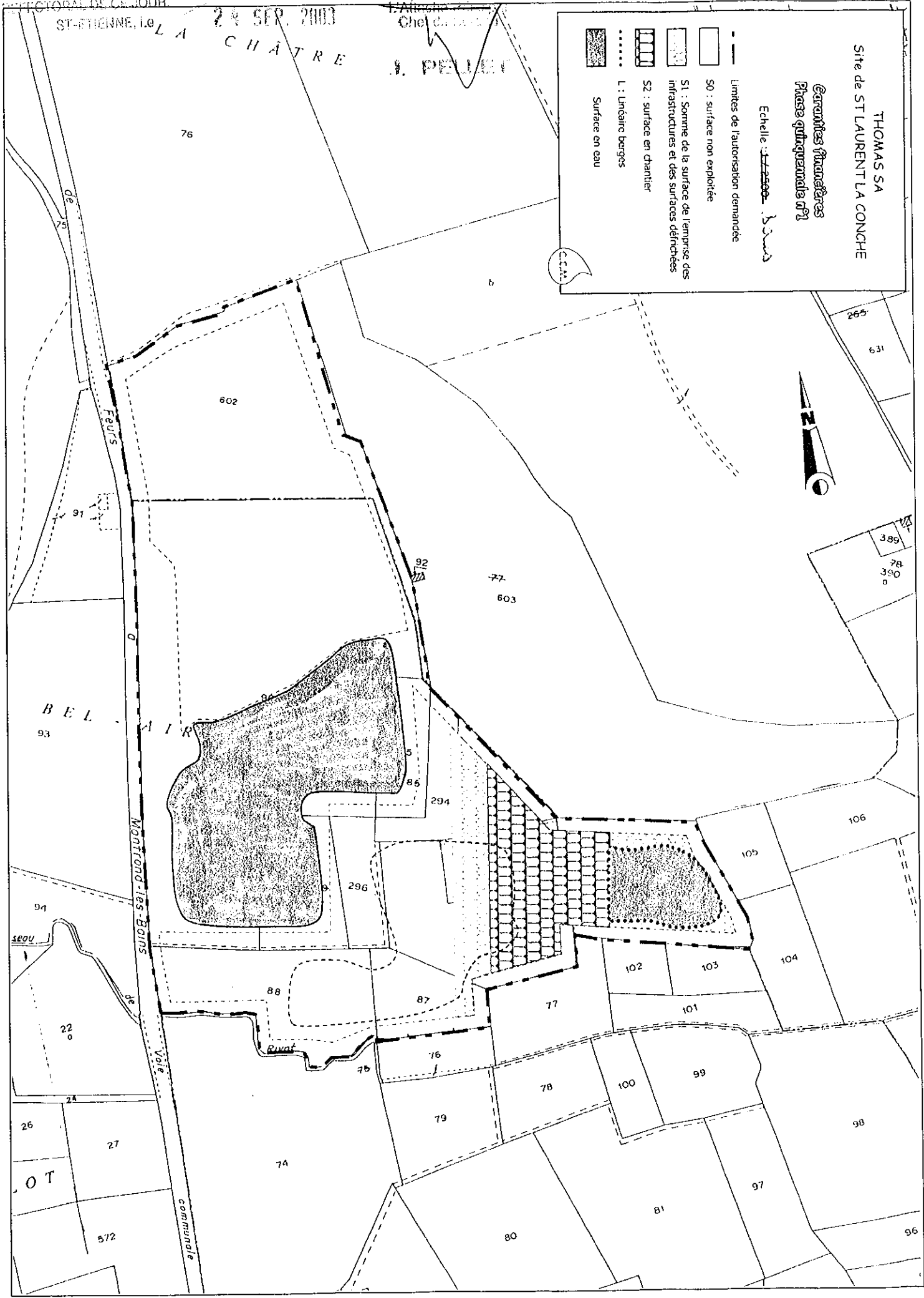
THOMAS SA  
Site de ST LAURENT LA CONCHE

Caractéristiques  
Phase d'investissement n°1

Echelle : 1:25000

- Limites de l'autorisation demandée
- S0 : surface non exploitée
- ▨ S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▤ S2 : surface en chantier
- ..... L : Linéaire berges
- ▧ Surface en eau

CCM



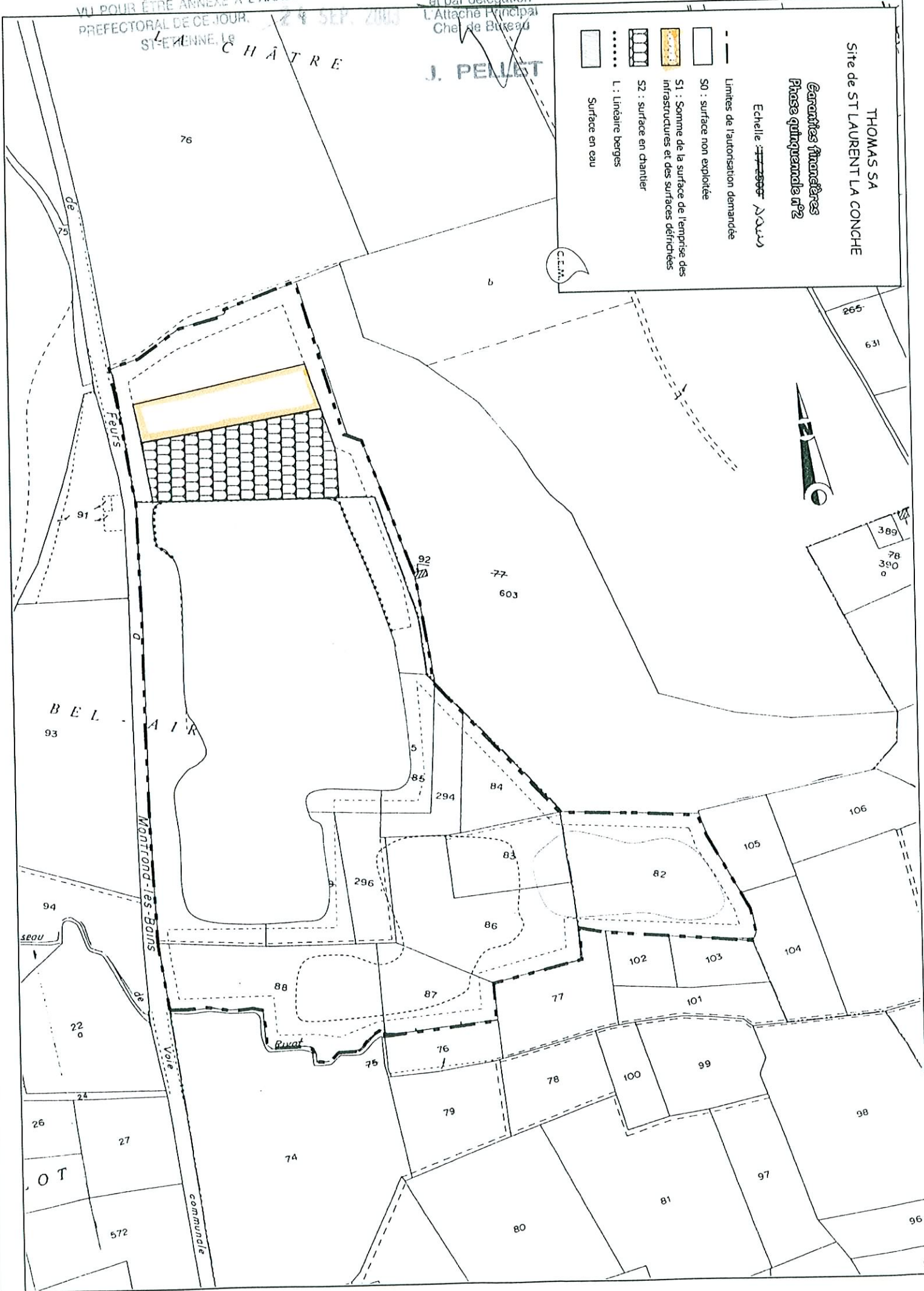
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'Annexe  
PREFECTORAL DE CE JOUR.  
ST-ETIENNE, LE

CHÂTRE

et par délégation  
L'Attaché Principal  
Chef de Bureau  
J. PENLET

- : Limites de l'autorisation demandée
- : S0 : surface non exploitée
- : S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- ▨ : S2 : surface en chantier
- ⋯ : L : Linéaire berges
- : Surface en eau

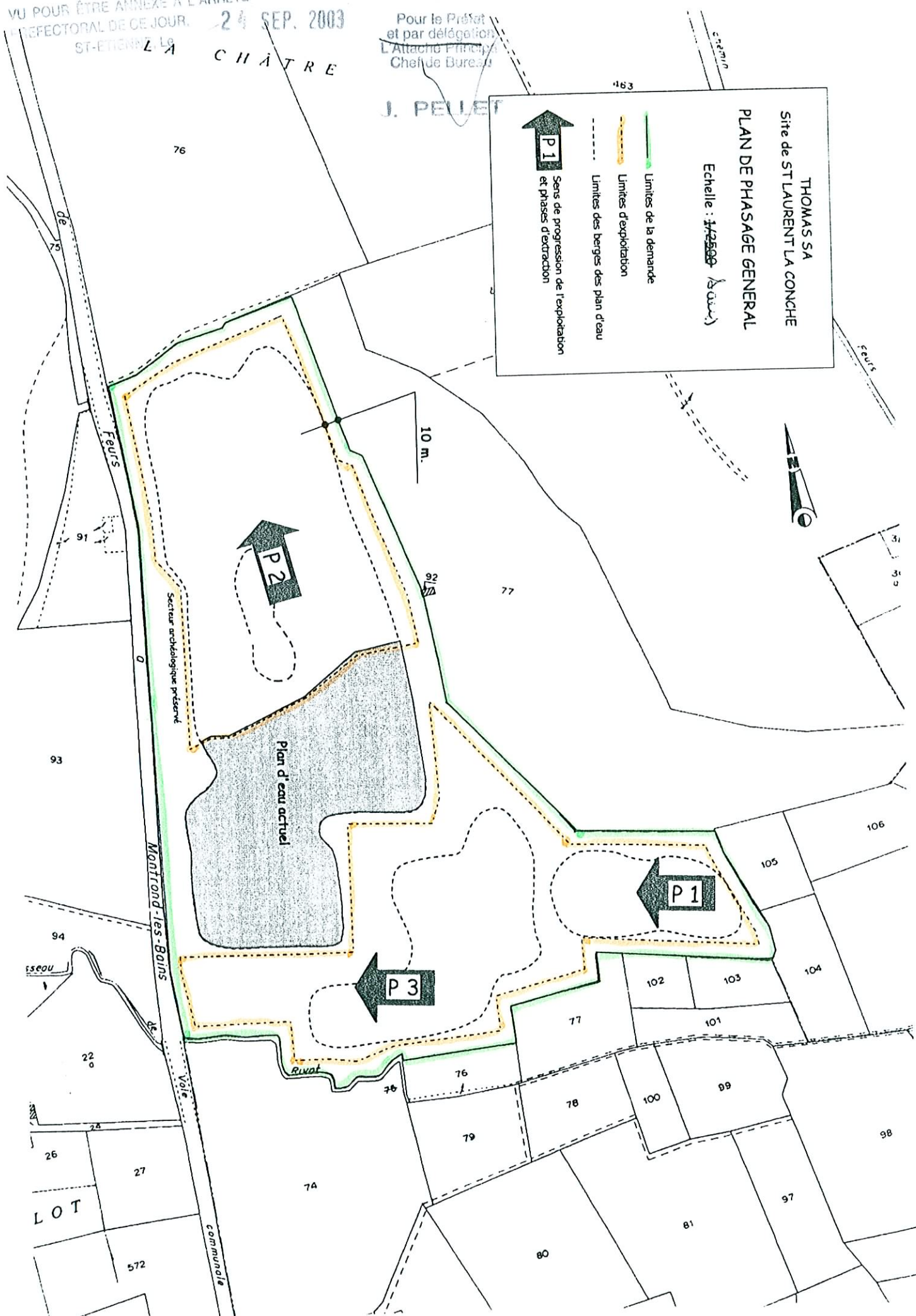
THOMAS SA  
Site de ST LAURENT LA CONCHE  
*Échantillon finalisé*  
Phase cinquante n°2  
Echelle : 1:25000



THOMAS SA  
Site de ST LAURENT LA CONCHE  
PLAN DE PHASAGE GENERAL  
Echelle : 1:42500 (bary)

↑ P1  
Sens de progression de l'exploitation  
et phases d'extraction

— Limites de la demande  
— Limites d'exploitation  
--- Limites des berges des plan d'eau



# CARRIERE THOMAS SA St Laurent la Conche - lieudit "Bel Air"

## Calcul du montant des garanties financières

10/1  
PREFECTURE DE LA SEINE-SAINE-ET-LOIRE  
ST-ETIENNE. Le

Pour le Préfet  
et par délégation,  
L'Attaché Principal  
Chef de Bureau

J. PRIVET

### Montant des garanties financières - phase quinquennale n°1 (0 à 5 ans)

| NATURE DES OPERATIONS                  | COUT<br>UNITAIRE<br>(k€/ha ou €/ml) | SURFACE OU<br>LINEAIRE A<br>REAMENAGER<br>(ha ou ml) | COUT<br>(TTC) |
|--|-------------------------------------|--|---------------|
| Infrastructures et surfaces défrichées | 10,67                               | 0,85   | 9 069,50 €    |
| SOUS TOTAL C1 x S1                     |                                     |  | 9 069,50 €    |
| Surfaces en chantier                   | 22,87                               | 1,16   | 26 529,20 €   |
| SOUS TOTAL C2 x S2                     |                                     |  | 26 529,20 €   |
| Linéaires de berge                     | 32,01                               | 480  | 15 364,80 €   |
| SOUS TOTAL L x S3                      |                                     |  | 15 364,80 €   |
| TOTAL (en euros TTC)                   |                                     |  | 50 963,50 €   |

### Montant des garanties financières - phase quinquennale n°2 (5 à 10 ans)

| NATURE DES OPERATIONS                  | COUT<br>UNITAIRE<br>(k€/ha ou €/ml) | SURFACE OU<br>LINEAIRE A<br>REAMENAGER<br>(ha ou ml) | COUT<br>(TTC) |
|--|-------------------------------------|--|---------------|
| Infrastructures et surfaces défrichées | 10,67                               | 1,37   | 14 617,90 €   |
| SOUS TOTAL C1 x S1                     |                                     |  | 14 617,90 €   |
| Surfaces en chantier                   | 22,87                               | 1,27   | 29 044,90 €   |
| SOUS TOTAL C2 x S2                     |                                     |  | 29 044,90 €   |
| Linéaires de berge                     | 32,01                               | 280  | 8 962,80 €    |
| SOUS TOTAL L x S3                      |                                     |  | 8 962,80 €    |
| TOTAL (en euros TTC)                   |                                     |  | 52 625,60 €   |



## Ampliation adressée à :

- Monsieur Laurent THOMAS  
Directeur Général de la S.A. THOMAS  
Route de St-Etienne  
BP 25  
42210 MONTROND LES BAINS
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- M. le Maire de SAINT LAURENT LA CONCHE
- M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Directeur départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- M. le Directeur régional de l'Environnement
- M. le Directeur régional des Affaires Culturelles  
Service Régional d'Archéologie
- M. le Chef du Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- M. Pierre BRUN  
Commissaire Enquêteur  
Rue Auguste Barret  
42450 SURY LE COMTAL
- Archives,
- Chrono.



Pour la P. M.  
et par délégation  
L'Attaché P. M.  
Chef de Bureau  
J. PELLET